

Projet transversal

Trajectoires historiques de l'Etat

Fariba ADELKHAH, Romain BERTRAND, Jean-Louis BRIQUET (coordonnateur du projet transversal), Gilles FAVAREL-GARRIGUES, Béatrice HIBOU, Denis LACORNE, Jean-François LEGUIL-BAYART, Roland MARCHAL, Françoise MENGIN et Jean-Louis ROCCA

La démarche comparatiste de sociologie historique de l'Etat a connu, ces deux dernières décennies, de profonds renouvellements. L'héritage théorique et méthodologique des grands « pères fondateurs » de ce courant d'étude (P. Anderson, T. Skocpol, O. Hintze, N. Elias, M. Weber pour ne citer que quelques grands noms) continue à inspirer de nombreuses recherches : sur les stratégies d'exercice et de justification de la puissance sociale et politique adoptées par les groupes composant l'élite dirigeante de l'Etat, sur les rapports entre pratiques de prestige notabiliaire et détention d'une charge ou d'une mandature publiques, sur la naissance des corps bureaucratiques et des ethos dont ils se prévalent pour construire leurs identités collectives, sur l'origine des procédures de différenciation des patrimoines privés et du domaine public, sur l'émergence de théories et de mythologies proto-constitutionnalistes parachevant idéologiquement cette différenciation, sur les trajectoires de professionnalisation politique liées à la cristallisation d'arènes nationales de compétition pour les honneurs et les ressources, sur les effets de la « judiciarisation » du jeu politique, etc.

Mais se trouvent aujourd'hui mieux prises en compte, à la suite surtout des travaux des groupes de recherche « Modes populaires d'action politique » (1980-1986) et « Trajectoires du politique » (1987-1999) du CERI, et des écrits de B. Berman et J. Lonsdale – que ces groupes ont diffusés en France par le biais de la *Revue française de science politique* et de toute une série de publications collectives et individuelles –, les dynamiques de « formation » par le bas, et non plus seulement de « construction » par le haut, de l'Etat, compris dès lors sous l'angle du « projet hégémonique » dont il est porteur (ou plus précisément : dont sont porteurs les groupes sociaux qui l'investissent). Cette réflexion sur les conditions de la quête hégémonique de l'Etat (national-métropolitain comme colonial) amène à s'interroger sur la façon dont ses injonctions sont recodées, et ce faisant refaçonnées et réinterprétées, dans les termes spécifiques des débats des sociétés politiques locales : débats sur la nature de l'autorité dans son rapport à des modes de gestion et de transmission de la terre, à des cultes d'ancestralité, à des régimes d'accumulation de la richesse, à des expériences de franchissement de frontières, qui tous « se disent » d'une manière particulière, à travers des discours de / sur les « valeurs » idéales des « communautés ».

En outre, en écho aux travaux dits de « sociologie de la relation administrative », l'Etat n'est plus conçu ni comme un monolithe ou une « boîte noire », ni comme un agent extérieur aux pratiques sociales au travers desquelles il s'institue et se déploie. Au contraire, l'accent est à nouveau mis sur la relation mutuellement constitutive de l'Etat et des rapports culturels au politique. Cette démarche s'inscrit donc aussi dans la lignée de travaux qui, notamment, insistent sur le fait que l'émergence de formes nouvelles de conception et de mise en œuvre de l'action administrative est allée de pair avec, voire a été rendue possible par, la poursuite de stratégies de constitution de réseaux notabiliaires locaux. Enfin, la réflexion bat son plein autour de la question des dimensions « transnationales » de la formation de l'Etat, et donc des

espaces, publics et privés, où s'exerce l'imposition (toujours inachevée) de son régime de normes et de règles.

Ces différents fronts d'analyse permettent d'envisager à nouveaux frais théoriques une recherche collective centrée sur la comparaison de trajectoires européennes, asiatiques, africaines, russe ou latino-américaines de formation de l'Etat. L'attention analytique porte plus particulièrement, afin de fédérer des agendas de recherche collectifs et individuels – au sein du laboratoire et entre celui-ci et d'autres réseaux de recherche –, sur quatre thèmes :

- 1- ***La dimension impériale de la formation de l'Etat.*** Il est traité ici des nouvelles historiographies du « fait colonial », en s'attachant à comprendre les processus constitutifs de l'hégémonie impériale. Est privilégié l'apport de l'histoire impériale comparée à la connaissance générale des trajectoires politiques de longue durée des sociétés politiques, tant européennes que moyen-orientales, africaines ou asiatiques.
- 2- ***Acteurs transnationaux et formation de l'Etat.*** L'analyse porte ici sur les processus par lesquels les acteurs, agissant hors de leurs frontières nationales, contribuent à transformer les Etats. Sont plus particulièrement étudiés : les relations entre élites internationales, nationales et locales dans l'économie politique des réformes ; l'étude des migrations et des diasporas ; les phénomènes de circulation internationale des normes (experts et expertise de la démocratie ; diffusion des normes pénales liées à des cibles « transnationales », en particulier la lutte contre le crime organisé, le blanchiment, le terrorisme, etc.).
- 3- ***Violence et formation de l'Etat.*** Ce thème est notamment abordé à partir de deux terrains principaux : les entreprises criminelles et les « mafias » (du point de vue de leur insertion dans le jeu politique mais aussi de la construction des normes et des dispositifs institutionnels visant à les combattre) ; les guerres civiles et, plus généralement, l'analyse contemporaine des conflits.
- 4- ***Elites, professionnalisation politique et formation de l'Etat.*** L'accent est mis ici sur les transformations des élites politiques (recrutement, modes de légitimation, trajectoires de professionnalisation, etc.) qui accompagnent les transformations contemporaines des Etats ainsi que sur la transformation des économies politiques des Etats contemporains.
- 5- ***Sociologie de la légitimation politique.*** La question classique de la légitimation de la domination est ici saisie au prisme des « économies morales » de la domination et des dispositifs institutionnels dans lesquels sont « pris » les acteurs.

L'axe transversal de recherche a adopté un mode de fonctionnement combinant l'organisation d'événements scientifiques (sous forme de journées d'étude) et la poursuite de recherches individuelles de plus longue haleine, thématiquement connexes et appelées à être discutées collectivement dans le cadre de séminaires de groupes de recherche. L'axe a privilégié en outre une politique d'ouverture en direction de réseaux de recherche nationaux ou internationaux en associant de nombreux collègues français et étrangers à ses activités.